



Extrait du site Laïcité Aujourd'hui

<http://laicite-aujourd'hui.fr/?Conference-de-Bernard-Teper>

Conférence de Bernard Teper

- LAICITHÈQUE - Bibliothèque -

Date de mise en ligne : vendredi 29 octobre 2010

Copyright © Laïcité Aujourd'hui - Tous droits réservés

Anniversaire de la Loi de Séparation de l'Église et de l'État du 9 décembre 1905

à Concarneau le 11 décembre 2009

<font-color:blue>**Conférence de Bernard Teper**

secrétaire national de l'Union des Familles Laïques

Être citoyen Aujourd'hui

République, citoyenneté et laïcité, facteurs de progrès

Notes prises au cours de la conférence

Bernard Teper déplore que certains mots soient galvaudés, détournés, pour finalement en changer le sens. Il faut donc les redéfinir.

Est citoyen celui qui participe à la vie sociale de son pays, qui est capable de délibérer, et de faire des choix. Ne rejeter personne est une des conditions du vivre ensemble. Selon Condorcet, si une personne n'a pas les mêmes droits que les autres, c'est qu'on n'est pas en république.

La démocratie est la plus forte là où on applique les principes laïques et républicains. La laïcité n'est pas le bien contre le mal, n'est pas non plus la tolérance. C'est un mode d'organisation politique et social. Elle assure la liberté absolue de conscience, de penser, de croire ou ne pas croire. Ce n'est pas antireligieux, mais elle s'oppose aux cléricatismes, aux idéologies qui visent à imposer des dogmes à l'individu comme par exemple, en Pologne, où les droits des femmes ont été sévèrement limités sous la pression des catholiques.

La République doit aussi respecter le principe de séparation entre :

- ▶ d'un côté, le politique et le secteur de la constitution des libertés, des savoirs et des besoins fondamentaux,
- ▶ de l'autre, la société civile.

Il faut séparer l'État du cléricanisme financier.

La République doit enfin assurer l'universalité des droits - pour tous -, car l'humanité ne se segmente pas. Ce principe républicain n'est plus respecté lorsqu'on limite l'accès à la CMU complémentaire aux revenus inférieurs à 500 euros par mois, excluant de fait ceux dont les revenus sont faibles mais supérieur à ce seuil.

L'association que Bernard Teper préside, l'U.F.A.L., s'est prononcée contre les signes religieux à l'école, mais, au nom de la laïcité, elle refuse toutes les restrictions dans la société civile car ce serait une rupture du système. On parle de dialogue inter-religieux : c'est moins bien que la laïcité du fait de l'exclusion des non croyants et du défaut de représentation de tous les citoyens.

La République repose sur des principes : liberté, égalité, fraternité, démocratie, solidarité, souveraineté, sûreté, laïcité, écologie. Ce sont des idéaux à conquérir, et plus on les respecte plus on est républicain. On peut juger de notre niveau de démocratie en examinant les suites du vote NON au référendum sur la constitution européenne ou la laïcité en Alsace Moselle et à Mayotte.

C'est aussi un système d'organisation ternaire : l'État, la société civile, le corps politique des citoyens.

- ▶ Si l'État contrôle le corps politique des citoyens, on est dans le **bonapartisme**.
- ▶ Si la société civile contrôle l'État, c'est la **tyrannie**.
- ▶ La **démocratie**, c'est quand le corps politique des citoyens contrôle l'État.

Toujours selon Condorcet, tous les citoyens doivent être informés de toutes les idées, le débat doit être raisonné, ce qui implique que les citoyens doivent être instruits. Enfin il faut recourir au suffrage universel.

Il ne suffit pas de voter. Il faut une organisation sociale et politique qui permette l'exercice de la démocratie. Et on peut faire mieux, en particulier les médias ! Par exemple, alors que le budget de la sécurité sociale est de 425 milliards d'euros et que le budget de l'état n'est que de 300 milliards d'euros, pendant la campagne des élections présidentielles personne n'a parlé de la sécurité sociale. Être citoyen c'est faire pression pour garantir l'accès aux soins.

Le monde change, nous sommes dans une phase où les principes s'épanouissent mieux. Mais nous sommes aussi dans une nouvelle phase du capitalisme. Les principes républicains sont surplombés par des principes qui viennent d'ailleurs. En 1943 s'est instauré le Conseil National de la Résistance (CNR) qui coordonne la lutte contre l'occupant et aussi instaure un programme pour créer de grands services publics et la protection sociale solidaire (tous contribuent selon leurs moyens et reçoivent selon leurs besoins).

La contre-révolution néolibérale met en danger la citoyenneté. Le consensus de Washington de 1979 prône le libre-échange généralisé, l'harmonisation de la protection sociale par le bas, la répartition des richesses inversée. Dans ce contexte de libre concurrence, la privatisation de tous les services publics et de la protection sociale est engagée. Bernard Teper cite Denis Kessler [1] : « *Le modèle social français est le pur produit du Conseil national de la Résistance [...] Il est grand temps de réformer, et le gouvernement s'y emploie [...] La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception [...] Il s'agit aujourd'hui de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance.* » Ce nouveau capitalisme a un temps d'avance sur les citoyens, c'est le turbo-capitalisme. Il surplombe les principes républicains. En conséquence, quand 17% des assurés sociaux renoncent aux soins pour cause financières, ils ne sont plus des citoyens à part entière. La mobilité sociale est la capacité d'intégrer une couche sociale supérieure. L'école doit révéler les talents. Mais contrairement à ce qu'on dit : ouvriers et employés représentent encore 52% de la population.

Il n'est donc pas facile d'être citoyen aujourd'hui. Une partie de la population n'a pas les mêmes droits que les autres. La bataille doit être menée dans la vie réelle.

Que Faire ?

Selon B. Teper, il n'y a pas qu'un moyen de parvenir à la citoyenneté : globaliser les combats laïcité et social. Par exemple, la sécurité sociale était gérée par des représentants élus par les assurés sociaux, mais depuis la loi « Bachelot Hôpital Patient Territoire », elle est gérée par des directeurs nommés par le président de la République en conseil des ministres. C'est donc un recul de la démocratie puisqu'il n'y a plus de délibération.

Il y a un paradoxe : la sécularisation progresse partout pourtant on constate une poussée des intégrismes religieux et ethniques. L'explication tient à la perte de solidarité, la suppression de la protection sociale et des services publics. Les néo-libéraux remplacent la solidarité par la charité. Jean Jaurès a proposé de lier le combat laïque et le combat social. La dynamique du système économique actuel correspond à la volonté d'affaiblir les principes laïques et républicains et la citoyenneté est mise en difficulté. De moins en moins de pouvoirs aux élus, de plus en plus à des gens nommés. Il ne faut pas accepter cette évolution. Il faut avoir une vision d'ensemble et il faut mener les combats pour retrouver une citoyenneté, surplomber les principes économiques et financiers, l'alliance salle de marché-goupillon a remplacé celle du sabre et du goupillon, sinon il n'y aura plus de citoyenneté.

L'abstention est le résultat du fossé grandissant entre partis politiques et citoyens, plus particulièrement les couches populaires. On oublie qu'en zones rurales et péri-urbaine, pour 7% agriculteurs, on trouve 35% des ouvriers et employés. Les élus ne s'occupent plus de leurs problèmes. Face au problème posé par la supra-nationalité (Europe), le citoyen redevient sujet ou objet.

Que faire donc ?

- ▶ commencer par comprendre le système.
- ▶ renforcer l'éducation populaire.

[1] **Denis Kessler** (né le 25 mars 1952 à Mulhouse), est un grand patron français. S'affichant marxiste et même maoïste, dans sa jeunesse, il a été vice-président du MEDEF. Il est actuellement le président du groupe [Scor](#). Il défend une remise à plat totale du modèle social français comme il l'a confié au magazine Challenges en octobre 2007.